

Résister pour avancer ensemble.



SOMMAIRE

Dossier

Le pétrole, un bien vital.

4 pages détachables

7

CFJ

Et si les Jeunes s'en mêlaient ?

11

INTERNATIONAL

Libertés menacées.

14

LE CONT- RAIRE DE CHACUN POUR SOI

AG2R LA MONDIALE, vous propose des offres de protection sociale conçues conjointement avec vos représentants et adaptées à vos besoins.

- Vous bénéficiez de la sécurité d'un leader de la protection sociale
- Notre mode de gestion paritaire et mutualiste vous garantit la prise en compte de vos intérêts
- Notre gamme complète de produits et de services couvre tous vos besoins en matière de prévoyance, de santé, de retraite, d'épargne, de dépendance et de services à la personne
- Nos 7000 collaborateurs partout en France vous accompagnent au quotidien

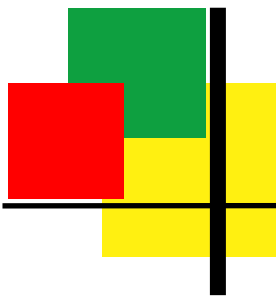
Pour plus d'informations, contactez Joël BIENASSIS
Direction des Accords Collectifs
01 76 60 85 32 dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



AG2R LA MONDIALE le contraire de seul au monde



PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE



ÉDITORIAL

1^{er} mai, mois de mai & juin 2010, urgence, mobilisation générale.

Depuis le début d'année, on assiste à une recrudescence de conflits sociaux dans les entreprises, les groupes. Devant les résultats éloquentes de certains groupes en période de crise en 2009, **les salariés ont décidé de lutter pour réclamer leur dû, leur emploi, leur activité, en clair, assurer leur avenir.**

Ceux qui luttent ont raison, comme les Total Dunkerque, les Faurecia Auchel, les GoodYear, les PPG Moreuil, mais aussi les Sanofi-Aventis, un groupe qui affiche plus de 8 milliards de bénéfices en 2009 après avoir sacrifié sa Recherche et qui s'apprête à saborder la partie chimie du groupe.

Cette richesse, qui va vers l'actionnaire, pourrait servir aux salariés et à investir dans la production en créant des emplois. Au contraire, tout est détourné vers la spéculation financière, ce qui est catastrophique pour l'économie toute entière.

Faut-il rappeler que rien qu'en 2009, plus de 30 milliards d'euros apparaissaient comme allègement de cotisations sociales consenties au patronat.

N'est-ce pas aussi pour ces raisons là que notre système de retraite se trouve en difficulté ?

On voudrait nous faire croire, une fois de plus, qu'en travaillant plus longtemps, on va pérenniser le système.

La réalité de la situation, le problème de fond,
c'est bien le financement.

On voudrait remettre en cause le droit à la retraite à 60 ans qui constitue une véritable conquête sociale, dans un pays qui double en trente ans les richesses qu'il crée, donc la possibilité de financer.

Financer les retraites en baissant les profits, en prélevant sur le bouclier fiscal, les niches fiscales, les stocks-options, etc., **voilà une solution, entre autres, pour sauver notre système par répartition, solidaire et juste.**

Le 23 mars dernier, ce sont plus de 800 000 manifestants qui ont dit non à toute remise en cause de notre droit à une retraite décente. Oui à de nouveaux prélèvements sur le capital, sur les cotisations patronales. Les salariés de par leur travail ont déjà assez donné. Ils ont payé la crise et on voudrait encore leur en faire payer davantage. **C'est non.**

Les intentions de Parisot et de Sarko sont claires : accélérer la réforme en mettant plus de 5 millions d'euros dans une campagne publicitaire pour convaincre les françaises et les français de l'injustifiable.

La seule réponse à cela, c'est la riposte générale avec un grand 1^{er} mai à la hauteur de l'attaque portée par le gouvernement et le patronat.

Toute la CGT doit prendre ses responsabilités pour s'y opposer par une véritable bataille en mai/juin liant salaires, emplois et retraites, porter haut et fort nos revendications.

- La retraite à 60 ans pour tous, calculée sur 37,5 années de cotisations,
- Une revalorisation des salaires : + 1 % sur les salaires en France, c'est + 2 milliards pour notre protection sociale. Porter le SMIC à 1 600 € est une question de justice sociale qui permettrait de revaloriser les grilles salariales et redynamiser l'économie par la consommation,
- Le maintien de nos industries, nos emplois, gages de sécurité, d'avenir du tissu économique et social dans les localités.

La FNIC CGT propose d'instaurer une cotisation reconnaissant la valeur sociale du travail aux entreprises qui délocalisent pour revendre la production sur le territoire.

L'action est la seule solution pour gagner, les faire reculer.

n° 483

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.48.18.80.36

Fax : 01.48.18.80.35

<http://www.fnic.cgt.fr>

Email : fnic@cgt.fr

Directeur de la publication : J-M PETIT

Commission paritaire n° 0113 S 06355

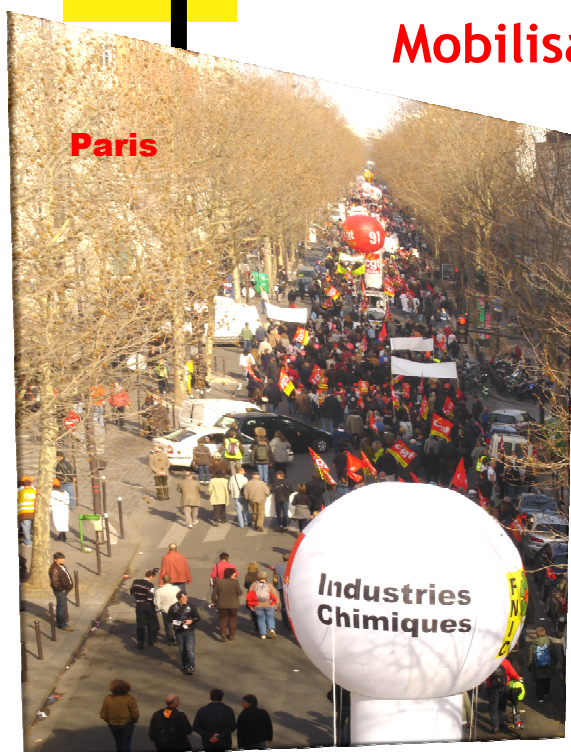
Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Imprimé par Alliances

Issn = 0763-7497

LES LUTTES

Mobilisations du 23 mars 2010.



SPBI, 2 assemblées de salariés ont fait céder la direction.

Dépt. 85 (*navigation de plaisance*)

80 % des salariés réunis en assemblée générale font pression sur la direction pour les salaires.

Les organisations syndicales déposent le cahier de revendications pour obtenir 100 € d'augmentation. 25 € ont été donnés en février 2010.

Ils obtiennent 25 € au 1^{er} mai 2010 et 25 € au 1^{er} août 2010, avec une "prime de Noël" de 100 € par an avec effet rétroactif pour 2009.

Les salariés de GoodYear, luttent comme des lions !

Plus de trois années à batailler contre une direction revancharde et incompétente n'ont pas entamé la détermination des salariés de GoodYear Amiens et de leur syndicat CGT.

Ils soupçonnent fortement, accusent leur patron de mener une politique délibérée pour couler leur site de production de pneus.

Qu'à cela ne tienne, ils viennent de mettre leur patron au tribunal pour que la justice destitue ce saboteur pour le remplacer par un administrateur légal : **une première !**

Des centaines de salariés, des élus, des syndicats CGT sont venus manifester à Nanterre leur détermination à ce que cette

procédure aboutisse dans le sens des revendications CGT : **celles qui consistent à défendre les emplois et la pérennité du site d'Amiens.**



PPG Moreuil, la dignité des travailleurs préservée.

11 jours, durée du conflit qui opposait la CGT qui ne portait que les revendications des salariés à la direction du groupe PPG sur le site de Moreuil dans la Somme (80).

Cela aurait pu trouver une issue rapide et moins douloureuse pour tous si la direction, au lieu de rester ferme sur ses positions quasi totalitaristes, avait ouvert le dialogue et reçu les organisations syndicales.

Au lieu de cela, les seules réponses ont été "il n'y a rien à discuter et nous ne vous recevrons pas."

Il n'en fallait pas plus pour durcir le mouvement qui s'est traduit par un blocage de l'entrée du site aux fournisseurs uniquement.

La direction ayant joué du téléphone, aucun transporteur ne s'est présenté pendant la durée du conflit.

Nous retiendrons tout de même que, bien qu'ayant appelé à faire grève les deux premiers jours, FO s'est retirée du conflit le deuxième et a déclaré à la presse le troisième jour que le mouvement était infondé et que PPG, malgré la crise, avait été généreux.

La direction n'hésitait pas à organiser une contre grève, celle-ci ayant maintenu les salaires et participé aux assemblées générales du personnel pour l'organiser.

Sur 11 jours de conflit, la direction s'est refusée à toute rencontre ou discussion, si ce n'est pour toute réponse aux demandes d'entrevue, d'envoyer 24 lettres aux militants et grévistes pour un entretien à licenciement.

Là aussi, il n'en fallait pas moins pour mettre le feu aux poudres, ce n'était ni plus ni moins qu'une attaque contre les droits et libertés, mais surtout, cela constituait pour la CGT une atteinte en règle contre le droit constitutionnel de faire grève.

En faisant cela, la direction a elle-même fait sortir le conflit des grilles de l'entreprise.

D'une demande d'augmentation générale de 60 €, en fait la direction en donnant 25 €, cela ne faisait que 35 € de plus, la direction a fait le choix délibéré de l'affrontement sans mesurer qu'en s'attaquant au droit de grève, c'est le monde du travail qu'elle attaque.

Entre le refus catégorique de discuter, les huissiers, les procédures au tribunal et les procédures disciplinaires, il ne restait

que leur dignité aux salariés en grève à préserver. Et c'est ce qui a été fait. A la réponse du tout répressif de la direction, ce fût une lutte pour la dignité des travailleurs reléguant aux oubliettes les revendications de salaires.

Après 10 jours de conflit, la détermination des travailleurs en grève, la solidarité de nombreux syndicats et politiques, la reprise par les médias, ont fait que la Préfecture est intervenue pour imposer à la direction une table ronde et la discussion.

Le résultat et le contenu de l'accord de fin de conflit revêtent une importance particulière, ce que nous retiendrons, c'est qu'il n'y aura aucune sanction disciplinaire, qu'aucune atteinte au droit de grève ne sera faite, que la dignité, et c'est de loin le plus important, des travailleurs grévistes aura été préservée.

Ce que l'on retiendra aussi, c'est que les agissements de la direction de PPG n'étaient rien d'autre que ce que font patronat et gouvernement, la criminalisation du mouvement syndical et des salariés en luttes, semer la terreur pour faire taire toute velléité de revendications, de mettre en place la menace permanente sur les travailleurs pour qu'ils soient corvéables à merci.

Cet accord de fin de conflit confirme donc l'échec de la direction dans son entreprise de répression et, au-delà, l'échec du patronat.

La CGT ne criera pas victoire, trop de femmes et d'hommes ont souffert pendant ce conflit, il n'empêche pas moins que c'est un triomphe pour la dignité des travailleurs ainsi que pour les droits et la liberté de revendiquer.



Les Conti doivent être relaxés.



Le 7 avril à Compiègne, près de 800 manifestants sont venus soutenir et accompagner les 6 salariés de Conti dont 3 délégués CGT qui comparaissaient au

Tribunal pour la dégradation de la préfecture durant leur action contre la fermeture du site Continental de Clairoux.

Le patronat et l'Etat ont décidé de mettre en place un Etat policier de répressions pour condamner toute velléité à faire grève, à défendre, à exercer nos droits de citoyens.

Il n'est pas acceptable que ceux qui se défendent soient condamnés.

Les patrons voyous, ceux qui licencient, qui détruisent la vie de millions de salariés, sont-ils devant les tribunaux ?

Les voyous, ce ne sont pas les salariés de Continental, ni tous ceux qui défendent leurs droits légitimes.

Le Tribunal de Compiègne a mis en délibéré le jugement au 2 juin 2010.

La FNIC CGT n'acceptera aucune condamnation, même pour l'euro symbolique.

Faurécia Auchel, nouvelle victoire porteuse d'espoirs.

Comme ils l'ont fait en mai 2009, les salariés de Faurecia Auchel, après 9 jours de grève en mars dernier, ont fait plier la direction du groupe Faurecia sur l'avenir du site et son développement.

Alors qu'en mars 2009, la direction de Faurecia avait décidé de fermer ce site, en lien avec la conjoncture du marché automobile et les conséquences pour les équipementiers automobiles, après 16 jours de grève (avril/mai 2009), **la CGT avec les salariés avaient gagné le maintien du site avec 90 emplois Faurecia et 80 emplois dans le cadre du plan de ré industrialisation.**

En mars 2010, sur la base d'un rapport d'expertise dans le cadre du droit d'alerte, la CGT décide d'une nouvelle mobilisation, décidée à l'unanimité des salariés pour demander à la direction de respecter l'accord signé en mai 2009 avec plus de garanties pour l'avenir.

9 jours de grève dure, avec la présence de la milice patronale sur le site, où la direction doit céder devant la détermination des salariés et de leur syndicat CGT.

Résultats obtenus :

- 130 emplois maintenus au lieu de 90,
- Investissement de 500 000 euros,
- Développement d'un réel projet de ré industrialisation,
- Garantie de maintien du site au-delà de décembre 2015,
- Maintien de l'activité Volvo qui devait être transférée à Henin Beaumont,
- 5 jours de grève payés par la direction, les 4 autres à la charge des salariés sous forme de RTT, Congés, etc.

Une victoire énorme pour l'emploi industriel, pour l'activité du site.

Un exemple à suivre...



Le pétrole, un bien vital

Les Carburants.

Le prix des carburants.

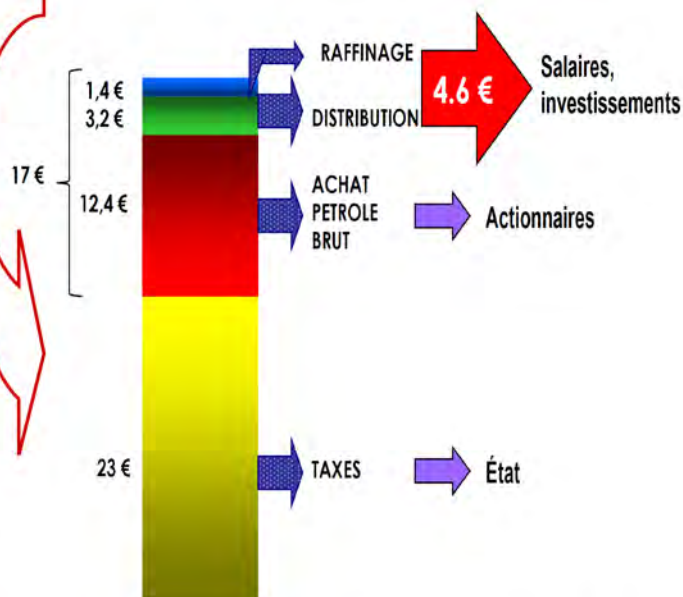
Compte-tenu des **taxes supportées par les carburants** en France, passer à la pompe revient à passer chez son percepteur pour payer ses impôts : **sur un plein de gazole à 40 euros**, vous acquittez 23 euros à l'Etat en taxes et vous donnez 17 euros au pompiste.

- **Les 23 euros** de taxes vont bien évidemment à l'Etat, sous forme de Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (*la fameuse TIPP*).
- **Les 12.4 euros** vont, pour l'essentiel, alimenter la spéculation sur le prix du pétrole et se retrouvent, au final, dans la poche des actionnaires.
- Sur 40 euros de plein, **seuls 4.6 euros** vont véritablement à l'industrie du raffinage et à la distribution des carburants.

Les stations-service.

Une ancienne **loi de 1928 sur le pétrole** donnait un monopole à l'État pour décider la quantité de pétrole qui entrait en France, quelle raffinerie le traitait, et surtout, fixait le prix des carburants par décret.

Sur un plein de gazole de 40 euros



Les compagnies pétrolières n'ont eu de cesse de faire **abroger cette loi** qui les mettait sous contrôle public, ce qu'elles ont obtenu en 1982, pour disaient-elles, faire jouer une "saine" concurrence, ce qui **devait faire baisser les prix**.

Le résultat le plus tangible a été la **baisse considérable du nombre de stations-service** en France : on est passé de 40.000 stations-service à 12.500 aujourd'hui, grandes surfaces comprises !

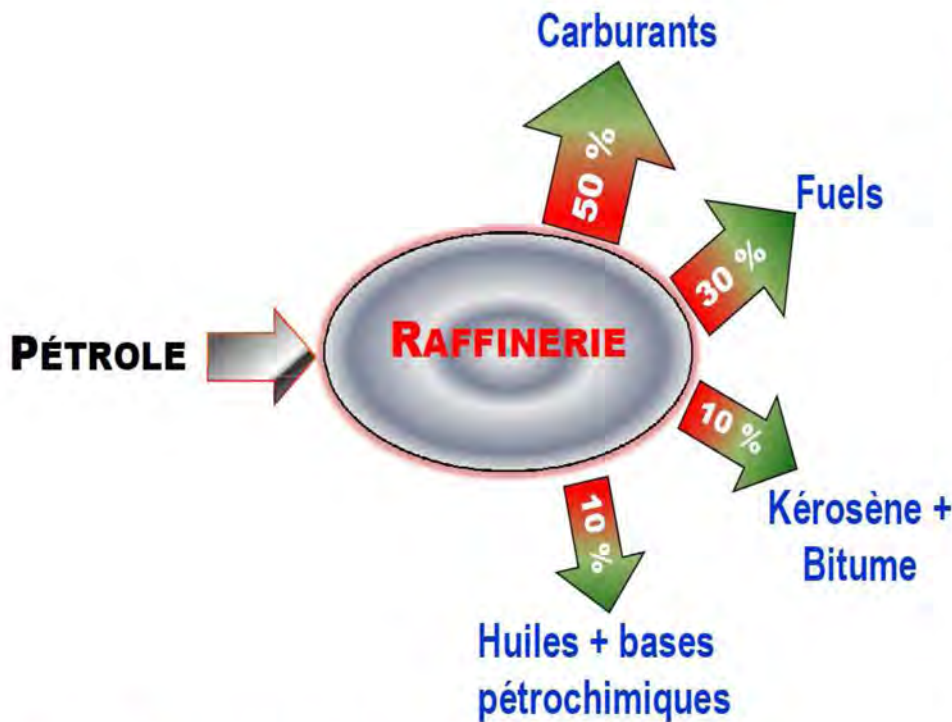
Et les biocarburants ?

Les biocarburants n'ont rien de "bio", **leur écobilan est désastreux**, il vaut mieux les appeler les **agro carburants**.

Pour alimenter les besoins énergétiques mondiaux en agro carburants, il faudrait trois fois plus de terres arables qu'il n'en existe sur notre planète.

Ces carburants qui resteront d'appoint, concurrencent la culture de subsistance dans les pays pauvres : **un plein de voiture exige 200 Kg de céréales**, soit une ration humaine pendant un an.





Le raffinage de pétrole.

Les réserves de pétrole.

Le pétrole est une roche liquide, issue de la transformation extrêmement lente de matières végétales.

Les réserves de ce produit d'une richesse incomparable sont comprises entre 1000 et 1250 milliards de barils, soit **40 ans** de consommation. A cela, s'ajoutent les réserves non encore découvertes, évaluées à 40 années supplémentaires, auxquelles il faut adjoindre les pétroles non conventionnels, de type sables bitumineux canadiens, représentant 20 ans de consommation.

Certes, un jour, il n'y aura plus de pétrole. Mais le montant des réserves n'influe en rien **le cours du pétrole brut** qui dépend de données géopolitiques et à 80 % de la spéculation.

Une raffinerie, c'est quoi ?

Une raffinerie est une usine où l'on transforme le pétrole brut en de nombreux produits, qui sont **indispensables à notre vie moderne**. Les salariés qui travaillent dans une raffinerie ne sont pas des **pollueurs**, comme veut le faire croire Total avec sa raffinerie des Flandres aujourd'hui. Ils en seraient d'ailleurs les premières victimes. **Les salariés du raffinage travaillent à fabriquer des produits dont nous avons tous besoin.**

Y a-t-il trop de raffineries ?

La consommation française de pétrole est de 85 Mt (millions de tonnes) en moyenne.

La France compte 13 raffineries, celle de S.R. Dunkerque ne produit pas de carburants, mais uniquement des huiles et du bitume.

La capacité maximum de traitement des raffineries françaises est de 98 Mt de pétrole par an. Ce chiffre est **théorique** car chaque raffinerie s'arrête tous les cinq ans environ pour un check-up complet, appelé **inspection métal**, et il y a des arrêts techniques imprévus. En fait, la **production réelle** est proche de la consommation.

En Europe et en France, le gazole est, du seul fait d'une moindre taxation, meilleur marché que l'essence. Un moteur Diesel est plus économe en carburant, dégage moins de CO₂ et dure plus longtemps qu'un moteur essence.

Conséquence : le nombre de véhicules Diesel a bondi ces vingt dernières années. **Mais cette évolution n'a pas été anticipée par les compagnies pétrolières.** Elles ont choisi de verser des dividendes à leurs actionnaires plutôt que d'investir dans l'adaptation des raffineries.

Il n'y a donc pas de surcapacité de raffinage, comme l'affirme les pétroliers. Il n'y a qu'une inadaptation de l'outil,

LES 13 RAFFINERIES FRANÇAISES



Nous avons besoin de toutes nos raffineries, une faible partie des méga profits pétroliers suffira pour **investir dans l'adaptation de l'outil**.

L'État doit également jouer son rôle en **rétablissant un contrôle** beaucoup plus étroit sur le **raffinage et la distribution** dans notre pays : fixation du prix des carburants, comme c'est le cas outre-mer, répartition du pétrole à traiter, réglementation des investissements, tutelle publique des capacités portuaires, des tankers (*qui ne doivent pas être des navires poubelles comme l'Érika*) et des réseaux de pipelines.

Le raffinage ne doit pas être utilisé pour générer des profits mais pour **répondre aux besoins de la population**.

La fiscalité sur les carburants doit baisser, c'est l'impôt le plus injuste. Il touche notamment ceux qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler.

Cette mesure peut facilement être compensée par d'autres mesures : *relèvement du taux d'imposition sur les bénéfices des entreprises, levée du bouclier fiscal, rétablissement de la taxe professionnelle.*

Dans un cadre plus large, une réflexion doit s'ouvrir sur l'utilisation du pétrole. **Le brûler** dans les moteurs ou les centrales énergétiques **constitue un formidable gâchis**.

AUCUNE SURCAPACITÉ DE RAFFINAGE EN FRANCE :

Chaque année, on importe 9 millions de tonnes de gazole, et on exporte 7 millions de tonnes d'essence.



Les raffineries françaises ont produit 24 Mt de gazole en 2008, pour une consommation de 33 Mt. Il y a donc **inadaptation du raffinage** qui doit produire plus de gazole et moins d'essence : **Il faut donc investir pour adapter les raffineries, pas les délocaliser.**

Les compagnies privées ne répondent pas aux besoins. Il est nécessaire de **mettre sous contrôle public, de socialiser le secteur pétrolier**. Ceci n'est pas utopique, **c'est déjà le cas dans la plupart des pays.**

Tous les scénarios, y compris les plus "écologistes", prévoient que **d'ici à 2030, la production mondiale d'énergie sera toujours aux deux tiers d'origine fossile (pétrole, gaz, charbon).**

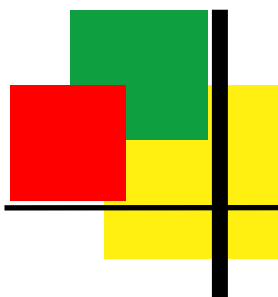
Il est possible de faire autrement, mais cela nécessite un débat public et des mutations :

politique de développement des transports publics bon marché, aménagement du territoire, utilisation raisonnée du pétrole comme matière première et non comme énergie, ainsi qu'au final, une autre répartition des richesses créées.

Nous devons **choisir dans quelle société nous désirons vivre** : une société basée sur l'entreprise et ses profits pour une poignée de privilégiés, **ou bien une société au centre de laquelle se trouve l'Homme et la réponse à ses besoins.**

NB : Nos sources : Union Française des Industries Pétrolières, Direction des ressources énergétiques et minérales, Comité des constructeurs français d'automobiles, France nature environnement, Agence internationale de l'énergie, Institut national de la statistique et des études économiques.





Et si les Jeunes s'en mêlaient ?

Les 12 & 13 avril 2010, les jeunes de notre Fédération se sont réunis à Petit Couronne (Normandie) afin d'analyser, de comprendre, la situation des jeunes dans notre pays et les perspectives pour l'avenir.

Les jeunes de la FNIC veulent en découdre et dépasser le stade de constat qu'un jeune sert aujourd'hui de variable d'ajustement dans la politique de stratégie industrielle des patrons qui visent à tirer un trait et à faire disparaître du territoire français toutes nos industries chimiques.

Non ! Les industries chimiques ne sont pas polluantes comme elles ne sont pas, non plus, une industrie à risques pour la santé et la sécurité des salariés et des populations, si nous mettons les moyens en investissements et en besoins humains pour la préserver et la développer.

La part des profits dans la richesse créée dans notre pays (PIB) a augmenté de 10 % depuis 1981 au détriment des salaires et de l'emploi, pendant qu'une poignée d'individus se partagent, spéculent avec notre argent.

Les chiffres du chômage attestent cette triste réalité : + 32 % en un an pour les jeunes de moins de 25 ans !

La dégradation de leur situation sur le marché de l'emploi a de quoi susciter de fortes inquiétudes

Pourtant, on peut en finir avec les petits boulots, la précarisation du travail, la mobilité, les bas salaires, la non reconnaissance des diplômes...

Les jeunes d'aujourd'hui n'auraient-ils pas le droit de vivre et travailler dans leur région, de construire leur vie près de leur famille, leurs amis ?

Seraient-ils les boucs émissaires et condamnés à prendre leurs sacs à dos pour parcourir le pays, voire l'Europe, dans l'espoir d'obtenir un travail et un salaire pour VIVRE ?

N'ont-ils pas le droit de construire, comme leurs aînés ont pu le faire, leur vie là où ils le désirent ? Les mesures annoncées par le gouvernement tant sur la retraite que sur l'emploi des jeunes en développant les contrats en alternance, donc la précarisation à outrance, ou augmenter le service civique (*les jeunes seraient-ils des voyous ?*) ne font que confirmer **qu'il n'existe pas d'autres solutions que d'organiser une grande riposte.**

Dans le sondage Humanité/CSA au lendemain de la journée d'actions du 23 mars, 75 % des jeunes déclarent vouloir que la CGT développe des journées d'actions avant le 1^{er} mai : **il est temps de construire une véritable force pour le développement des luttes.**

Et pour cela, nous avons aussi besoin de nous doter d'une vraie CGT qui rassemble tous les salariés afin de créer les conditions d'une grande riposte.

Les enjeux de société posés avec force seront débattus lors de la **Conférence Jeunes qui se déroulera les 16, 17 et 18 Juin 2010** aux Issambres - La Gaillarde dans le VAR.

Cette conférence sera une étape dans la construction d'une autre société avec toujours un

syndicalisme de classe et de masse, et permettra ainsi de prendre avec les jeunes une part très active dans **la préparation de notre 38^{ème} congrès fédéral (Ramatuelle du 11 au 15 octobre 2010).**

38 jeunes sont déjà inscrits venant de toute la France : **alors si tu veux faire bouger les choses, bouge toi ! inscris toi** auprès de ton syndicat CGT d'entreprise afin de donner un nouveau souffle à notre syndicalisme CGT pour revendiquer et lutter CGT.

L'avenir appartient à ceux qui résistent et luttent.

Quel meilleur syndicalisme que celui que nous construirons ensemble de nos propres mains ?



> AGIR 01/

TERRAIN
Emploi,
une génération
sacrifiée → 25

LE MAGAZINE DE LA CGT DU 3 AU 16 NOVEMBRE

> PARTAGER 02/

OUTILS
Vacances, ne pas
partir, c'est mourir
un peu → 30

> DEBATTRE 03/

IDÉES
Territoires,
le dialogue social
en débat → 44

nvo
le Magazine de la Vie Ouvrière

TOUS LES 15 JOURS

**SAISISSEZ-VOUS
DU MAGAZINE
DE LA CGT !**

www.librairie-nvo.com

1 an pour 57 € Offre valable jusqu'au 30 juin 2010 code origine : VO2010

(Écrire en lettres capitales, merci) Monsieur ☐ Madame ☐ Mademoiselle ☐

*NOM

*PRÉNOM ANNÉE DE NAISSANCE

*ADRESSE

*CODE POSTAL *VILLE

TÉLÉPHONE

*FÉDÉRATION *ENTREPRISE

CODE POSTAL VILLE

* champ obligatoire

Payable ☐ par chèque à l'ordre de la Vie Ouvrière : 57 €

☐ par prélèvement automatique : 2 x 28,50 €

Je souhaite recevoir une facture ☐ OUI ☐ NON

Service abonnements Nouvelle VIE OUVRIÈRE / NVO
BP 160 - 77315 Marne La Vallée Cedex 2

IMPORTANT : datez et signez simplement l'autorisation de prélèvement et joignez votre RIB obligatoirement.

Autorisation de prélèvement

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-contre. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

TITULAIRE DU COMPTE

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

ETABL. CODES GUICHET N° DE COMPTE CLE RIB

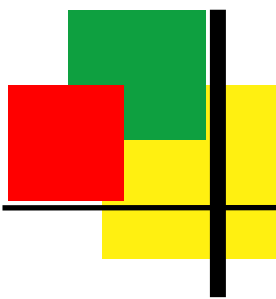
DATE SIGNATURE

CRÉANCIER LA VIE OUVRIÈRE - 263, RUE DE PARIS - CASE 600 - 93516 MONTREUIL CEDEX
NUMÉRO D'ÉMETTEUR : 107859

ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE NOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE



Diplômés... ils doutent de leur avenir !

Les jeunes sont les premières victimes du chômage. Ils pourraient être 650 000 sans emploi cette année.

Un quart des 15-24 ans (23,8 %) qui ont achevé leur scolarité sont au chômage.

Depuis trente ans, le taux de chômage des jeunes est plus élevé en France que dans les autres pays industrialisés.

Pour l'année 2010, dans le meilleur des cas, 23 200 jeunes diplômés avec un statut de cadre devraient décrocher un premier poste, soit une chute de 20 % par rapport à 2009, prévoit l'Association pour l'Emploi des Cadres (APEC). Ils étaient 44 700 en 2008 et 28 900 en 2009.

La réforme à venir des retraites et les quelques "suggestions" du gouvernement prônant le recul de l'âge de la retraite, l'idéologie absurde du travailler toujours plus et plus longtemps, ne sont pas de nature à envisager un partage du travail bénéfique à l'emploi des jeunes.

Cette logique remet en cause la solidarité intergénérationnelle.

Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge légal de départ à la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes.

Les jeunes errent de CDD en Intérim de plus en plus longtemps.

Aujourd'hui, le fait d'être diplômé n'est absolument pas une assurance pour l'emploi. L'obtention d'un emploi stable et rémunéré à hauteur de leur diplôme s'avère de plus en plus difficile.

La précarité est devenue la règle en début de carrière professionnelle.

Ils se voient souvent contraints d'accepter un salaire inférieur à celui correspondant à leur qualification. Ils vont parfois jusqu'à taire leur niveau d'études. Les plus diplômés, bac + 5, finissent par accepter des postes à bac + 2, les bac + 2 des postes à niveau bac, et les niveaux bac des postes sans qualification et, par conséquent, les jeunes sans qualification se voient encore plus pénalisés.

Au sortir de leur cursus scolaire, les niveaux de salaire d'embauche sont particulièrement bas.

Ainsi, les jeunes souffrent aujourd'hui de précarité professionnelle et de salaires excessivement bas.

Le syndicalisme se doit de dénoncer les employeurs qui utilisent la "crise" à des fins de précarisation en matière d'emploi et de salaire, de toute une population de jeunes diplômés.

La CGT revendique la reconnaissance des diplômés par des emplois et des salaires correspondant aux qualifications acquises.

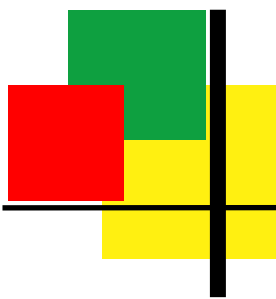
La grille fédérale des salaires revendiqués répond à cette exigence.

Depuis l'embauche au coefficient 130 avec 1600 € bruts par mois pour les salariés sans diplôme ni expérience, chaque coefficient correspond aussi bien au niveau d'entrée de chaque diplôme, qu'à des niveaux de promotion au cours de la carrière, après acquisition de formation professionnelle, qu'avec l'expérience.

☛ CAP	K180/1,3 SMIC
☛ BAC	K225/1,5 SMIC
☛ BAC + 2	K280/1.8 SMIC
☛ BAC + 5	K400/2,4 SMIC
☛ BAC + 8	K450/2.7 SMIC

La Conférence de l'UFICT des 5, 6 et 7 mai 2010, abordera cette question pendant ses travaux, mais d'ores et déjà, l'UFICT et le CFJ ont décidé de travailler ensemble et de prendre des initiatives afin de faire avancer les revendications des jeunes diplômés.





Libertés syndicales **menacées.**

La situation internationale participe à la remise en cause des acquis sociaux et des libertés syndicales, partout dans le monde.

La situation délibérée d'instabilité politique dans le monde, de l'Afghanistan à la Palestine en passant par de nombreux pays d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, des conflits entretenus par les grandes puissances internationales et les firmes multinationales qui conduisent à remettre en cause la paix dans bon nombre de territoires.

Ce n'est pas l'accord signé entre les Etats-Unis et la Russie sur le désarmement nucléaire qui va nous rassurer sur le soi-disant facteur de paix de détenir l'arme nucléaire.

En effet, qu'est-ce qui a changé ?
Avant tout la situation internationale.

L'Union Soviétique et le Pacte de Varsovie ont disparu et tous les ex-membres non soviétiques du Pacte de Varsovie sont maintenant membres de l'OTAN. La Russie "n'est pas un ennemi", mais un partenaire des Etats-Unis dans leur affrontement "d'autres menaces émergentes".

Le Président Obama a de fait clarifié que **"le danger le plus immédiat et extrême est aujourd'hui le terrorisme nucléaire"**.

Réduire le plafond maximum à 1550 têtes nucléaires et 800 lanceurs pour chacun de ces pays est loin d'être à la hauteur de l'ambition affichée dans les discours du prix Nobel de la Paix, à savoir "rechercher la paix et la sécurité d'un monde sans arme nucléaire".

En commençant par les autres pays détenant, officiellement ou officieusement, l'arme nucléaire qui doivent aussi prendre le chemin de la suppression des armes de destruction massive, à commencer par la France qui détient plus de 300 têtes nucléaires.

Cette accentuation des conflits sous une soi-disant menace terroriste de pays de confessions musulmanes ne va pas dans le sens d'une politique au service des peuples, mais bien d'une accentuation d'une société répondant à une logique d'économie de marché au service des grands groupes multinationaux.

Aujourd'hui, les populations dans tous les continents subissent la crise du capitalisme financier et ses conséquences, des pays comme la Grèce et des pays d'Europe centrale et orientale ou d'autres en Afrique et en Asie, sont en situation d'endettement, pilotée par le Fond Monétaire International et d'autres institutions internationales telles que l'OMC.

Des pays où le chômage, les licenciements, les bas salaires, le développement du travail précaire et de la flexibilité, sont le quotidien de millions d'hommes et de femmes.

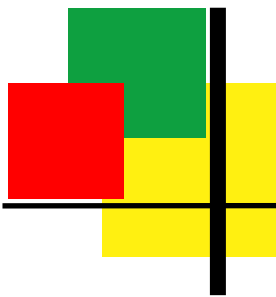
Des pays où la remise en cause des droits sociaux, notamment des droits d'âge de départ à la retraite sont perpétuellement remis en cause.

La situation économique et sociale s'est dégradée pour des millions de travailleurs en France, en Europe et dans le monde.

En Europe, la situation en Grèce est particulièrement préoccupante.

Une politique d'austérité a été mise en place sous la pression de la Commission Européenne, de la Banque Centrale, sans oublier le rôle du FMI déjà coutumier du fait pour avoir mis la pression sur les pays d'Europe centrale et orientale dès le début de la crise.





INTERNATIONAL

Le 23 février dernier, des milliers de manifestants ont défilé à Athènes pour dénoncer cette politique d'austérité, notamment sur les projets de réforme des systèmes de retraites.

En Espagne, où les travailleurs sont déjà gravement touchés par les conséquences de la crise avec 20 % de chômage dans les secteurs industriels, des manifestations ont eu lieu pour lancer la mobilisation contre le passage de l'âge de départ à la retraite à 67 ans.

Cette politique, comme partout ailleurs, conduit à des inégalités et à une détérioration des conditions de vie et de travail, en particulier chez les plus pauvres.

La lutte des travailleurs grecs et espagnols rejoint celle déjà menée dans de nombreux pays en Europe comme l'Italie, l'Autriche, le Portugal qui sont également confrontés à des projets similaires de réformes des systèmes de retraites qui conduisent à un allongement de la durée de cotisations et à un départ pouvant aller de 62 à 67 ans selon les pays. **Mais ces luttes sont aussi l'écho d'une détérioration des conditions de vie et de travail, des salaires et de l'emploi.**

Partout dans le monde et en Europe, les conflits sociaux se généralisent et il y a de quoi : le taux de chômage officiel en Europe est passé à 10 % et il y aura 25 à 30 millions de personnes sans emploi d'ici la fin de l'année 2010.

Cela passe par la convergence de luttes de toutes les organisations syndicales dans le monde qui refusent la dictature des marchés et veulent mobiliser les peuples contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie.

Partout dans le monde, les salariés doivent aussi faire face à la répression lors de conflits sociaux, des militants syndicaux subissent des pressions qui vont jusqu'à la mort dès qu'ils s'organisent pour lutter contre la stratégie des grands groupes multinationaux : **logique des profits au détriment des droits sociaux.**

Deux exemples parmi tant d'autres :

British Petroleum (BP) envoie des groupes paramilitaires contre les syndicats en Colombie : l'USO (*Syndicat national des travailleurs du pétrole*) syndicat avec qui la FNIC-CGT a des

contacts, a été en conflit avec la British Petroleum (BP).

Les travailleurs du site BP de Tauramena, dans le champ pétrolifère de Cusiana à Casanare, dans l'est de la Colombie, étaient en grève depuis le 22 janvier pour obtenir une revalorisation de leurs salaires. Le 15 février, l'un des groupes paramilitaires colombiens, le tristement célèbre ESMAD, a été brutalement lâché contre les piquets de grève.

Trois membres de l'USO blessés au cours de cette agression policière sont encore hospitalisés.

Anti-syndicalisme sauvage de Rio Tinto dans une mine de borate en Californie : le lock-out imposé par Rio Tinto Minerals à 560 adhérents de l'International Longshore & Warehouse Union (ILWU) à Boron, en Californie, dure maintenant depuis huit jours et rien n'indique que la direction soit prête à discuter dans l'immédiat.

En réalité, Rio Tinto a fait appel aux services d'une société de sécurité, J.R. Gettier, de Wilmington, dans le Delaware, pour conduire en autobus de la main-d'œuvre de remplacement au travers des piquets de grève et prendre une apparence paramilitaire et menaçante devant les adhérents de l'ILWU et leurs familles dans la ville de Boron, dans le désert de Mojave, à 122 kilomètres à l'est de Los Angeles.

Une grande offensive syndicale, de l'Europe à l'Asie, de l'Afrique aux Amériques doit être menée en faveur de la dignité humaine, contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations et, avant tout, contre le "marché unique", contre les institutions qui l'ont mis, et le maintiennent avec acharnement, en place, sans aucun contrôle démocratique.

Pour une autre répartition des richesses créées par les travailleurs de tous les pays, il est nécessaire de donner au monde entier de nouvelles fondations, qui le réconcilient avec le progrès social, la paix, la démocratie, le développement de toutes les industries sans concurrence entre les pays.

la
cgt

SE SYN-
DIQUER
EST UNE
FORCE

SE
SYNDIQUER
EST
UN DROIT

SE SYNDIQUER CGT
POUR DÉCIDER
S'ORGANISER CGT POUR GAGNER

FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

